

TIGRANE YÉGAVIAN. Membre de la rédaction de la revue de géopolitique *Conflits* et spécialiste du Caucase

«La guerre entre Bakou et Erevan est appelée à durer»

Tigrane Yégavian est journaliste. Membre de la rédaction de la revue de géopolitique *Conflits*, il travaille beaucoup sur le Caucase et le Proche-Orient. Son dernier livre paru s'intitule *Minorités d'Orient, les oubliés de l'histoire*, éd. Le Rocher, 2019. Dans cet entretien, Tigrane Yégavian explique pourquoi l'Azerbaïdjan a intérêt à ce que le conflit du Nagorny Karabakh perdure.

Propos recueillis par
Zine Cherfaoui

De nouveaux combats meurtriers ont éclaté dimanche entre les séparatistes du Nagorny Karabakh, soutenus par Erevan, et les forces de l'Azerbaïdjan voisin. Qu'est-ce qui, selon vous, a contribué à réveiller à nouveau ce conflit qui perdure depuis les années 1990 ?

Ce conflit n'a pour ainsi dire de gelé que le nom. Certes, un cessez-le-feu avait été conclu en 1994, alors que la partie arménienne avait obtenu d'éclatantes victoires militaires, mais l'absence de solution politique et le raidissement des positions des belligérants n'ont pas contribué à ce qu'un climat propice à la négociation s'installe, en dépit des efforts de médiation déployés par le groupe de Minsk de l'OSCE, codirigé par la Russie, les Etats-Unis et la France. Des escarmouches ont lieu quasi quotidiennement de part et d'autre de la ligne de contact, qui s'étend sur plusieurs centaines de kilomètres depuis la chaîne de montagnes de Mrav, dans le nord de l'Azerbaïdjan, jusqu'à la rivière Araxe, frontalière de l'Iran.

En avril 2016, de violents affrontements d'une durée de quatre jours s'étaient déroulés à l'initiative de l'Azerbaïdjan, désireux de changer un statu quo défavorable et reconquérir des portions de territoires perdus lors du conflit de haute intensité (1988-1994). Côté arménien, cette guerre de quatre jours avait été vécue comme un traumatisme, dans la mesure où elle avait révélé l'impéritie d'une partie de l'état-major et d'un pouvoir honni qui allait tomber comme un fruit mûr à la faveur d'une révolution de velours deux ans plus tard.

Ajoutons à cela que la situation socioéconomique en Azerbaïdjan est plus qu'inquiétante. Depuis des décennies, le régime dynastique des Aliyev, qui règne sans partage sur cette république regorgeant d'hydrocarbures, agite le chiffon rouge de la question du Karabagh et entretient une haine hystérique anti-arménienne pour détourner les regards sur les problèmes internes que connaît ce pays riche, mais frappé par des inégalités de plus en plus criantes. Les revers militaires des Azéris contre l'Arménie en juillet dernier, dans la région du Tavush, ont gonflé la frustration d'une population chauffée à blanc par les harangues d'un pouvoir visiblement aux aguets et fortement ébranlé par les conséquences funestes de la chute de la demande des hydrocarbures en ces temps de pandémie. Déterrer la hache de guerre est un jeu à double tranchant, car une défaite militaire sur le terrain se retournerait contre le pouvoir azéri. Au plan régional, et il convient de le souligner, Bakou jouit d'une solidarité sans retenue du grand frère et partenaire stratégique turc au nom du panturquisme. L'Arménie a, quant à elle, intégré l'Organisation du traité de sécurité collective (l'OTSC). Avec la présence d'une base et de gardes-frontières russes sur son sol. Erevan y voit le gage d'une assurance vie en échange d'une relation de plus en plus asymétrique. L'apparition d'une Turquie erratique sur l'échiquier du Caucase, jusque-là considéré zone d'influence russe, est en train de



Tigrane Yégavian

bouleverser de fragiles équilibres. Il y a de fortes raisons de croire qu'Ankara est à la manœuvre dans les opérations en cours.

Pourquoi, à votre avis ?

Dans la foulée de la guerre de juillet dernier, le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Elmar Mamediarov, qui dirigeait la diplomatie azérie depuis 2004, réputé proche du Moscou, avait été remplacé par un ancien ministre de l'Education acquis à l'idéologie ultranationaliste panturquiste. Quelques jours après, des manœuvres militaires de grande importance entre les armées turques et azérides se sont déroulées dans l'enclave du Nakhitchevan, à moins d'une quarantaine de kilomètres d'Erevan, la capitale de l'Arménie. 24 heures à peine avant le déclenchement des hostilités, des informations particulièrement troublantes étaient relayées dans la presse des deux pays turcophones. C'est le cas notamment du quotidien turc ultra pro-gouvernemental *Yeni Safak* qui, la veille du lancement de l'offensive, dénonçait en une la «collaboration du PKK et de l'Arménie dans le Haut-Karabagh». Le quotidien croyait savoir que «des dizaines de terroristes kurdes du PKK formés dans les camps d'entraînement en Irak et en Syrie auraient été transférés dans le Haut-Karabagh pour se charger de la formation des milices arméniennes». Alors que parallèlement à cette information qui a tout d'une intox, on apprenait que les forces turques, occupant la région d'Afrin dans le nord-ouest de la Syrie, ont ouvert la semaine dernière deux centres de recrutement de mercenaires pour l'Azerbaïdjan. (<https://www.facebook.com/Human-Rights-Organisation-Afrin-Syria-114977619885802/>)

Quels sont les principaux enjeux de ce conflit ?

On ne peut pas comprendre les enjeux de ce conflit sans remonter dans le temps. L'ancienne oblast du Nagorny-Karabakh (Artsakh en arménien) constitue l'une des 15 provinces de l'Arménie historique. Jusqu'à la chute du royaume arsacide en 428, la frontière septentrionale de l'Arménie a toujours été le fleuve Koura, incluant l'Artsakh. Lorsqu'il y a eu la division de l'Arménie entre Perses sassanides et Grecs byzantins, la partie la plus importante étant passée sous la coupe des Perses qui avaient utilisé la traditionnelle tactique coloniale de diviser pour régner, en séparant pour la première fois l'Artsakh de l'Arménie. Et quand les Arabes ont

pris la place des Sassanides, ils ont fait de même. Il faut ici comprendre pourquoi le Karabagh est resté si longtemps sous souveraineté arménienne. C'est surtout parce que les Turcs formaient un peuple des steppes qui ne s'aventurait guère dans les montagnes. Alors que l'Arménie avait perdu son indépendance depuis le XIV^e siècle, suite à la chute du royaume de Cilicie, des mélkats (principautés arméniennes autonomes), au nombre de cinq, ont pu se développer au Karabagh. Et cela témoigne d'une continuité historique arménienne que même les massacres azérides de 1918 et les guerres successives n'ont pu inverser. Sauf qu'en 1921, cette région est arbitrairement détachée de l'Arménie soviétique par Staline, qui en fait «cadeau» à l'Azerbaïdjan turcophone, gage de bonne volonté vis-à-vis de cette République riche en pétrole et, par ricochet, d'amitié à l'égard de la Turquie kémaliste. A cette époque, la région est peuplée à 94% d'Arméniens. La question du Karabagh refait surface à la faveur de la Perestroïka. Les Arméniens du Karabagh réclament le rattachement à l'Arménie soviétique en février 1988, s'ensuit une vague de pogroms anti-Arméniens qui font plusieurs centaines de morts dans plusieurs villes d'Azerbaïdjan. Le conflit gagne une nouvelle ampleur avec la chute de l'URSS en 1991. Les Arméniens du Karabagh déclarent à leur tour l'indépendance ; épaulés par l'Arménie, ils bénéficient aussi de la neutralité positive de l'Iran. Les hostilités ont fait 30 000 morts, le cessez-le-feu (jamais respecté) conclu en 1994 se solde à l'avantage des Arméniens. Par contre, la guerre n'a jamais vraiment pris fin, les accrochages de part et d'autre de la ligne de cessez-le-feu en Artsakh mais aussi à la frontière internationale reconnue entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont quasi quotidiens. La dernière «guerre chaude», quant à elle, date d'avril 2016, causée par une attaque azerbaïdjanaise et qui a fait des centaines de victimes.

Les autorités arméniennes ont décrété la mobilisation générale et la loi martiale dimanche. Est-ce à dire qu'Erevan se prépare à une guerre longue avec Bakou ?

Erevan est consciente que cette guerre de haute intensité est appelée à durer, d'où l'afflux des volontaires et le rappel des réservistes. Il n'existe pas de force d'interposition sur le terrain mais des Etats organisés au sein du groupe de Minsk (avec une coprésidence russe, américaine et française au sein de l'Organisation pour

la sécurité et la coopération en Europe - OSCE) se sont emparés du problème en 1992 et sont parvenus à imposer un cessez-le-feu deux ans plus tard. Ce sont eux qui supervisent les négociations jamais interrompues.

Le conflit du Nagorny Karabakh dure depuis une trentaine d'années. Pour quelle raison il n'a pas trouvé de solution à ce jour ? Sur quoi butent exactement les négociations entre les parties en conflit ?

Le conflit voit deux principes de droit international s'opposer : celui de l'intégrité territoriale (défendu par Bakou) et celui de l'auto-détermination de la République de l'Artsakh, soutenue par l'Arménie. Les Arméniens voient dans le conflit un enjeu existentiel face au danger panturquiste ; n'oublions pas que les Azéris turcophones sont bien plus que des alliés stratégiques de la Turquie. Ils se considèrent comme une seule nation en deux Etats.

La question du Nagorny Karabakh peut-elle donc évoluer en un conflit régional ?

Depuis une vingtaine d'années, l'Azerbaïdjan se démène et déploie des efforts colossaux auprès des forums multilatéraux pour exclure le Haut-Karabagh de tous les formats de négociations. Il s'agit pour Bakou de présenter ce différend comme un conflit international opposant l'Etat arménien et azéri, alors qu'Erevan et Bakou ne sont pas officiellement en guerre et qu'Erevan ne reconnaît pas l'indépendance de la République autoproclamée de l'Artsakh afin de ne pas entraver les négociations en cours sous l'égide du groupe de Minsk, coprésidé par les Etats-Unis, la France et la Russie.

Depuis le début du conflit, la diplomatie de l'Azerbaïdjan en appelle à la solidarité des membres de l'Organisation de la conférence islamique avec un succès limité (à l'exception notable du Pakistan et de l'Arabie Saoudite qui exporte à plein régime son idéologie wahhabite alors que l'Azerbaïdjan est historiquement chiite). Au début des années 1990, il y avait eu aussi un contingent de moudjahidine afghans qui s'étaient battus au Karabagh contre les Arméniens. Aujourd'hui, ce sont les mercenaires turcophones et djihadistes de Syrie qui viennent pallier le manque de volontaires azerbaïdjanais, souvent considérés comme de la «chair à canon» par leurs dirigeants. L'Azerbaïdjan a nettement déplacé le curseur vers la Turquie. Vue de Moscou, cette escalade est perçue comme une tentative de la Turquie de s'immiscer dans une région jusque-là considérée comme sa chasse gardée. N'ayant pas intérêt à voir son pré carré caucasien déstabilisé par la Turquie en quête de nouveaux fronts dans le grand jeu qui se dessine de la Libye à l'Irak en passant par Chypre, la mer Egée, la Russie, qui vend des armes aux deux belligérants, veut agir comme un facteur de dissuasion et se cantonner dans un rôle de médiateur. Une tâche rendue davantage malaisée par l'éviction survenue au plus fort des affrontements d'Elmar Mamediarov, qui dirigeait la diplomatie azérie depuis 2004. L'ancien ministre des Affaires étrangères était un pur produit de la diplomatie soviétique, et l'interlocuteur privilégié du Kremlin. Il y a de fortes craintes de penser que Bakou et Erevan sont devenus otages de la rivalité russo-turque.

Un autre acteur dont on n'a pas parlé est Israël. L'Etat hébreux, qui n'a toujours pas reconnu la réalité du génocide des Arméniens (1915), a noué un partenariat stratégique avec l'Azerbaïdjan depuis des années et lui livre du matériel militaire de dernier cri, dont les drones Elbit Hermes 900 abattus par la DCA arménienne l'été dernier. Tel-Aviv se fait facilement le relais d'influence de Bakou à l'international et vante la tolérance avérée du régime d'Aliyev à l'égard de la petite communauté juive demeurée en Azerbaïdjan après l'effondrement de l'URSS.

Z. C.